

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 875

Titelseiten

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 19.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Gouverner, c'est prévoir et prévoir, c'est difficile

En cette fin de législature comme à toute étape, l'heure est au bilan. Quels changements en quatre ans sur le front économique! On a beau savoir que la conjoncture est faite pour varier, on s'étonne de l'amplitude de ses ondulations.

En 1983, la Suisse comptait encore plus de 30 000 chômeurs complets, après renvoi dans les années précédentes de dizaines de milliers d'étrangers et de femmes à leur foyer. L'indice de l'emploi Manpower était au plus bas avec un niveau inférieur de moitié à celui de l'année de référence, choisie en période de surchauffe il est vrai (1971). M. Furgler, alors Ministre de l'Economie publique (comme c'est loin tout ça), présentait un second train de mesures dites de "renforcement de l'économie", avec aide accrue aux régions en difficulté et garantie contre les risques à l'innovation.

Aujourd'hui, le chômage ne concerne plus "que" les 20 000 personnes insuffisamment qualifiées et/ou trop âgées pour rentrer dans le circuit. L'indice Manpower a quasiment retrouvé – sauf à Bâle – le niveau de 1971 qu'il avait déjà approché en 1980. Le programme de relance de M. Furgler est terminé, du moins financièrement, depuis plus d'un an. Et tout le monde – sauf l'Action nationale – réclame une augmentation des contingents de travailleurs étrangers.

A l'heure actuelle, les employeurs se plaignent tous de la difficulté qu'ils ont à trouver du personnel qualifié. Ils recourent à de coûteuses agences de recrutement, qui passent en vain des surfaces d'annonces de plus en plus impressionnantes. Depuis des mois, les administrations et les régies publiques, qui avaient embauché sans problème pendant les années de crise, perdent un personnel que les salaires offerts dans le privé attirent imparablement. La qualité des services publics s'en ressent déjà, dans la poste notamment; de même que les budgets des collectivités: le recrutement d'un employé coûte plusieurs milliers de francs en

annonces... payées par les carences de traitement entre la démission et le repourvoi d'un poste. Les employeurs ont à tel point besoin de personnel qualifié qu'ils dirigent désormais leurs recherches du côté des femmes, qui représentent effectivement un important réservoir de main-d'œuvre dans notre pays.

La question se pose évidemment de savoir combien de temps peut durer le suremploi sans l'inflation. Celle-ci s'annonce en effet par un signe avant-coureur qui ne trompe pas: les carnets de commandes sont pleins dans le secteur de la construction, où même le gros-œuvre ne parvient plus à faire face à l'impatience des investisseurs. Quand le bâtiment va trop bien, toute la machine économique finit par surchauffer. Certes, la Banque nationale tient bon et poursuit inlassablement sa politique modératrice; elle a même réduit, depuis 1986, de 3 à 2% le taux visé d'expansion de la masse monétaire ajustée. Mais le renchérissement va reprendre dès que la baisse des prix à l'importation ne compensera plus la hausse des produits suisses. Les consommateurs voient leur avenir immédiat avec sérénité. Selon les enquêtes conjoncturelles faites tous les trois mois, ils témoignent d'une belle confiance, sans oublier de se prémunir contre une éventuelle inflation en multipliant les intentions d'achats de mobilier, d'appareils et de véhicules dans les mois à venir.

(suite en page 3)

Le dialogue continue

DP revient aujourd'hui à son rythme hebdomadaire, après vous avoir laissé une semaine pour méditer sur le *Temps politique*. Certains d'entre vous nous ont déjà retourné leur exemplaire annoté.

Le débat reste ouvert.